

PerspectiveS



pour Toulon

Le bulletin d'information de la section de Toulon du Parti Socialiste N°1

Sommaire

Page 1 à 2 : **Editorial - Hochets idéologiques contre réalités politiques et sociales**

Page 2 : **L'agenda de la section**

Page 2 : **A Toulon l'eau c'est chérot !**

Pages 3 à 5 : **Compte rendu du conseil municipal du 28 septembre 2009**

Hochets idéologiques contre réalités politiques et sociales

A lors que beaucoup d'économistes reconnaissent que notre système de protection sociale a joué un véritable rôle d'amortisseur face à la crise, l'UMP cherche à convaincre nos concitoyens qu'il les protège mal et qu'il coûte trop cher. Les patients sont montrés du doigt. Ils viennent de voir le remboursement de certains médicaments baisser de 15%, sans explication.

C'est au tour des accidentés du travail d'être jugés responsables du pseudo déficit des comptes sociaux. Affirmant qu'ils bénéficient d'avantages fiscaux exorbitants, des parlementaires UMP veulent soumettre à impôt leurs indemnités journalières et ce, alors même que ces allocations de remplacement sont loin de compenser l'intégralité de leur revenu.

Ces mêmes parlementaires ne sont bien évidemment en revanche nullement disposés à remettre en cause le bouclier et les abattements fiscaux qui favorisent les contribuables les plus aisés ! N'est-ce pas indécent ?

Non, les français ne doivent pas avoir peur des mineurs de moins de 13 ans, des sans-papiers, des grévistes, des fonctionnaires, des juges d'instruction, des élus locaux, des salariés en arrêt de travail, des personnes hospitalisées... pas plus qu'ils ne doivent avoir peur d'eux-mêmes d'ailleurs.

Non, l'identité nationale n'est pas le souci majeur de nos concitoyens, en cette période de crise.

L'UMP avec la complicité de médias locaux et nationaux tous les jours nous invente un nouvel ennemi et nous impose un nouveau thème de discussion. Cela lui permet de vampiriser le débat politique et de capter émotionnellement les citoyens afin de leur faire oublier que :

1 – le chômage et la régression du pouvoir d'achat sont deux réalités qui les frappent de plein fouet,

2 – la droite au pouvoir ne met pas fin à la cannibalisation de l'économie réelle par l'économie financière, mais elle l'encourage,

3 – les prétendues réformes conduites depuis deux ans ont renforcé les inégalités et rendu plus difficiles leurs conditions de vie.

Hubert Falco, copiant son mentor Nicolas Sarkozy, a adopté une stratégie de diversion pour masquer l'insuffisance de sa politique au niveau local. Il se prétend désormais en conseil municipal champion du développement durable et grand défenseur de l'environnement. La poussée des partis écologistes aux élections européennes et les élections régionales en vue ne sont bien sûr pour rien dans ce nouvel activisme...

Augmenter les impôts locaux, réhabiliter à grands frais les places et voies du centre-ville en les couvrant de dallages luxueux et de palmiers, laisser dériver le prix de l'eau tout en refusant de s'engager résolument dans la construction de logements sociaux et d'un tramway, est-ce que cela relève réellement du développement durable ?



Le maire de Toulon n'est d'ailleurs pas un crack dans le recyclage des idées des autres. S'étant vu décerner par la Fédération française des usagers de la bicyclette (FUBicy) son "Clou Rouillé 2009" en raison d'un manque flagrant de voies cyclables sur la ville, Hubert Falco a fait peindre sur la route des bandes vertes appelées pompeusement « pistes cyclables ». Le pauvre cycliste assez téméraire pour emprunter une de ces « pistes », qu'on peut difficilement qualifier de « cyclables » parce qu'elles ne sont ni utilisables ni sécurisées, est inéluctablement livré au flot menaçant des voitures et des motos. Cette opération de peinture est d'autant plus surréaliste, que certaines de ces « pistes » débouchent brutalement sur un rond-point inaccessible tout en poursuivant comme si de rien n'était leur itinéraire de l'autre côté du terre-plein. On peut le vérifier de visu ...

Sincères amitiés socialistes.

Laurent POZZI-PASQUIER

Secrétaire de la section de Toulon du Parti socialiste

L'agenda de la section

Mercredi 9 décembre à 20h00 - salle La Fraternelle - Correns - Débat "Ruralité et Réforme des Collectivités. Qui y perd le plus ?" en présence de Marylise LEBRANCHU, Garde des sceaux (2000-2002), Député du Finistère, 1ère Vice Présidente du Conseil Régional de Bretagne, Mireille PEIRANO, Conseillère Régionale de Provence Alpes Côte d'Azur, 1ère Secrétaire Fédérale du Var du PS, Michaël LATZ, Président du Syndicat Mixte du Pays de la Provence Verte, Président de l'Union Départementale des Elus Socialistes et Républicains du Var, Maire de CORRENS.

Mardi 15 Décembre à 18h30 - siège de la section de Toulon du PS - Réunion de la Commission "Droits des Femmes" avec Magali DENUNZIO secrétaire fédérale aux droits des femmes pour le Var. A l'ordre du jour :

- Réforme territoriale: la parité en danger
- Proposition de loi renforçant la protection des victimes et la prévention et la répression des violences faites aux femmes
- 2010 grande cause nationale sur les violences faites aux femmes
- Préparation de la journée du 8 mars
- Questions diverses.

Jeudi 17 Décembre à partir de 18h00 - Docks des Suds – Marseille "Rassemblement des Résistances" avec Michel VAUZELLE.

A Toulon l'eau c'est chérot !

On rétorque souvent au consommateur toulonnais qui s'inquiète de voir augmenter le prix de l'eau plus vite que l'inflation (+4% en 2008, + 4% en 2009) que la hausse est inéluctable parce que les investissements nécessaires pour se mettre aux normes européennes, sont de plus en plus coûteux.

C'est un argument fallacieux puisque ces normes européennes s'appliquent partout et que le prix de l'eau en revanche n'est pas le même partout.

Contrairement à ce qu'affirme Hubert Falco, Toulon a ainsi le triste privilège de figurer dans le peloton de tête des grandes villes françaises où le prix de l'eau au m3 est le plus cher (cf. : Le classement paru sur *Le journal du Net* le 29 janvier 2009 :

http://benchmail.journaldunet.com/magazine/numero_10135409.html)

En 2009, la facture pour 120 m3 d'eau, qui représentent la consommation annuelle moyenne d'un foyer de 4 personnes, s'élève à 440,53 euros TTC, soit 3,67 euros le m3. Selon l'Institut Français de l'Environnement (IFEN) la gestion de l'eau déléguée à une entreprise privée - ce qui est le cas à Toulon - aboutit en moyenne à un prix de l'eau plus élevé de 20%. Le cumul d'une gestion déléguée et d'une gestion intercommunale de l'assainissement (ce qui est encore le cas à Toulon), conduit au tarif le plus haut !

Depuis les élections municipales de 2008, le prix de l'eau a baissé dans plusieurs grandes villes françaises. Les candidats de l'opposition (la plupart du temps socialistes !) qui ont fait campagne sur ce thème et qui ont été élus se sont emparés du dossier et ont entrepris de renégocier le prix de l'eau avec le délégataire privé.

Après huit mois de difficiles tractations, la nouvelle municipalité socialiste de Saint-Étienne a obtenu d'une filiale de Veolia, une baisse du prix du m³ d'eau de 1 euro ce qui représente une baisse de 120 euros par an sur la facture d'un foyer de 4 personnes...

**Compte rendu du Conseil municipal
du lundi 28 septembre 2009**

LA PHRASE DU JOUR - Hubert FALCO (à propos d'une convention de résidence d'artiste avec l'association Filmharmonia) : « *On ne meurt pas de trop de Culture* ».

Le Maire, avant que de déclarer la séance ouverte, annonce que la salle du conseil municipal va être refaite et qu'à compter du prochain conseil on se réunira dans la salle des fêtes de la mairie. « *On ne va pas bouleverser les choses, dit-il, mais cela va nous permettre d'avoir des branchements Internet et des micros qui fonctionnent.(...) On va changer les moquettes. Ce n'est pas du luxe.* »

FINANCES

Délibération « Exonération de l'impôt sur les spectacles pour les réunions sportives de 1^{ère} catégorie, au titre de l'année 2010 ». Hubert Falco déclare « *C'est un avantage que nous donnons, comme les autres années au sport de haut niveau. C'est une subvention supplémentaire.* »

Délibération « Garantie d'emprunt en faveur de l'Office Public de l'Habitat VAR HABITAT dans le cadre du programme de construction de 11 logements collectifs « KEY LARGO », à TOULON ».

Hubert Falco : « *Dès qu'on peut on soutient notre office pour construire des logements* ». Qui parle ? Le maire de Toulon ou le président par procuration du Conseil général du Var ?

Délibération « Demande de subvention auprès du Département en support aux fonctions métropolitaines de Toulon ». Hubert Falco : « *On dépose chaque année une demande au Conseil général dans le cadre de la ville-centre qui supporte bon nombre de contraintes et charges* ».

Délibération « Avis favorable donné au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) pour l'ouverture d'une ligne de trésorerie ».

Hubert Falco : « *Là aussi, c'est l'ouverture d'une ligne de trésorerie pour notre CCAS qui donne une souplesse que l'emprunt ne donne pas* ».

Lorenzo Matéos : « *Monsieur le Maire, vous savez qu'à chaque débat d'orientation budgétaire, je plaide pour qu'on dote le CCAS d'une subvention valorisée. Bloquée à 884 000 euros pendant une décennie, avec le développement de la crise, nous aurions été bien inspirés d'aider davantage notre CCAS. "Une ligne de trésorerie, c'est plus souple qu'un emprunt" : j'entends ce que vous dites, Monsieur le Maire. Si le CCAS était toutefois contraint de faire appel à cette ligne de trésorerie, il lui faudrait payer des intérêts. Une ligne de trésorerie, c'est remboursable sur 12 ans* ».

Hubert Falco : « *Monsieur Matéos, je comprends ce que vous dites, mais je suis surpris. La ville qui vote 800 000 euros au CCAS a fait en effet un effort de 300 000 euros supplémentaires. Nous avons voté 150 000 euros en 2008 et nous voterons à nouveau 150 000 euros au BS. Le Conseil général vote une subvention exceptionnelle de 1 million d'euros. Monsieur Matéos, vous n'avez pas été en charge de la gestion d'une collectivité. Pour une subvention, il y a parfois 6 mois de délai. La ligne de trésorerie permet d'attendre les subventions. C'est une souplesse de gestion. J'ai toujours été habitué à gérer une collectivité territoriale avec une ligne de trésorerie qui permet d'avoir la souplesse de gestion que ne nous donne pas un emprunt. Il n'y a rien de choquant. C'est faire de la bonne gestion d'autant qu'on obtient aujourd'hui une ligne de trésorerie à un taux attractif.*

Si on ne se sert pas de la ligne de trésorerie, on ne paie pas d'annuités et d'intérêts. Chaque fois qu'on peut faire du social, on le fait. On fait du social et on le revendique.

La solidarité n'appartient à personne, elle n'est ni de droite, ni de gauche. C'est une valeur de la République et nous, on est républicains ».

Lorenzo Matéos : « *C'est la première année qu'on vote une ligne de trésorerie pour le CCAS* ».

Hubert Falco : « *C'est une situation exceptionnelle. Face à une situation exceptionnelle, solution exceptionnelle. L'autofinancement ne suffit plus. Ce que vous réclamez, c'est plus de moyens. Ces moyens, on les vote. Madame Feunteun me dit qu'il y a 20% de demandes supplémentaires.* ».

Jean-Louis Bouguereau (FN) : « *Pour notre part nous voterons ce dossier, Monsieur le Maire, et tous les dossiers qui soulageront nos compatriotes qui sont en dessous du seuil de pauvreté* ».

PATRIMOINE

Délibération « *Autorisation de signer l'acte portant cession par la ville de TOULON à la Société BOWFONDS MARIGNAN IMMOBILIER d'un immeuble sis à TOULON 20, rue Victor Clappier au prix de 1 515 000 euros H.T.* ». Elle concerne la vente de l'ex-cinéma Fémina.

Hubert Falco : « *Ce qui a poussé à opter pour cette solution, c'est le degré d'amiante présent dans le cinéma Fémina. L'acquisition plus le désamiantage auraient mis le m² à un prix trop élevé pour Toulon Habitat. Avec la partie bénéfice entre parenthèses, une subvention sera octroyée à Toulon Habitat pour faire des logements sociaux* ».

Lorenzo Matéos : « *Monsieur le Maire, j'écoute très attentivement vos explications. Lorsque Toulon Habitat l'a acquis, en 2005, il y avait déjà de l'amiante au Fémina. Le Fémina, c'est l'opportunité de réaliser 46 logements. Toulon Habitat a acheté le Fémina pour y faire du logement social. La ville rachète le Fémina à Toulon Habitat, ce qui pose déjà question. On a besoin de logement social sur la ville pour de nombreuses catégories de personnes.*

Il ne faut pas vendre le Fémina à un promoteur privé. Faire du logement social pour une classe moyenne c'est aussi nécessaire, à Toulon. Votre choix n'est pas pertinent, nous voterons contre ».

Hubert Falco : « *Nous, nous voterons pour, parce que c'est une bonne opération pour la ville. Avec l'opération, très favorable, on va construire 169 logements.*

Avec cet argent on réhabilite 23 logements. Je me vois mal dépenser 1,5 million d'euros ? On parle de l'argent public. On est redevable de l'argent public. On ne peut faire du logement à n'importe quel prix. On ne passait pas pour du logement social. Avec les 1,2 millions d'euros on subventionne Toulon Habitat qui va construire 178 (ou 169 ?) logements ».

Jean-Louis Bouguereau (FN) : « *Monsieur le Maire, vous nous avez convaincus de la justesse de votre choix* ».

Hubert Falco : « *Nous faisons une excellente opération pour les toulonnais et les toulonnaises. Depuis, j'ai l'expérience du désamiantage. Je suis averti. Y a qu'à, Y a que, on ne peut construire du social à n'importe quel prix* ».

URBANISME – ENVIRONNEMENT URBAIN

Délibération « *Approbation du Conseil municipal de la modification de la liste des immeubles astreints à la Campagne de ravalements de façades obligatoire pour les secteurs Tessé et République, ainsi que du report du ravalement aux 42 et 50 Bd de Strasbourg pour 4 mois* ».

Hubert Falco : « *Il y a des opérations de ravalement. Vous avez vu combien, même si on met des conditions favorables, les toulonnais jouent le jeu. Regardez le nombre d'échafaudages dans les quartiers. On joue la carte de l'humanité. On n'impose pas. On ne va pas mettre en difficulté une famille si elle n'a pas les moyens de le faire et je dis à mes services "examinez les dossiers avec humanité". Et les choses avancent bien. Regardez le nombre d'immeubles ravalés. C'est remarquable !* »

« Il n'y a que les gens de mauvaise foi qui disent que les choses ne vont pas et nous, on ne travaille pas pour les gens de mauvaise foi. On travaille pour l'intérêt général ».

Délibération « *Autorisation de signer la convention autorisant LA POSTE à réaliser des travaux sur un ouvrage d'art appartenant à la ville de Toulon* »
Cette autorisation concerne la passerelle Tessé qui jouxte le bâtiment de LA POSTE dans la gare qui va faire l'objet de travaux.

Hubert Falco « *On est attaché à la passerelle Tessé. Je l'empruntais quand j'habitais jeune dans l'immeuble Le Montéty. On occulte la passerelle durant les travaux. On va mettre des filets.* »

Lorenzo Matéos : « *Monsieur le Maire puisqu'il s'agit de LA POSTE, je voudrais faire état d'un problème important. Nous le savons tous, le projet du gouvernement de faire de LA POSTE une société anonyme suscite l'inquiétude. Une majorité de citoyens et d'élus sont attachés au statut de LA POSTE. Ces inquiétudes sont justifiées. Au niveau du gouvernement, on jure qu'il n'y a aucune intention de privatiser. On nous avait déjà fait le coup avec GDF. Chacun sait ce qu'il en est advenu. Le risque est réel de voir disparaître LA POSTE de nos quartiers populaires. Il aurait été opportun au niveau national de faire un referendum. En dernière analyse, ce seraient les gens eux-mêmes qui décideraient.* »

Hubert Falco « *Monsieur Matéos, on n'est pas à l'Assemblée nationale ou au Sénat. Une poste en bonne santé dans un univers concurrentiel est la garantie du service public. On a la garantie de par la loi du service public et du service universel. Le changement de statut de LA POSTE ne met pas à mal le service public. On ne touchera pas au service public, au service universel, aux points contacts qui sont garantis par la loi. On n'a pas la même conception des choses que vous, Monsieur Matéos. C'est tout à votre honneur. Si c'était le cas, vous appartiendriez à notre majorité et vous êtes dans l'opposition.* »

Jean-Louis Bouguereau (FN) : « *Ce n'est pas le lieu de discuter de ce problème. Le déclin du service public à la française va de pair avec la construction européenne et le principe de concurrence qui l'anime. Ce postulat est une loi d'airain à laquelle la France doit se soumettre. Nous sommes inquiets de la notion de rentabilité au détriment du service rendu. Il y a un mouvement général qui fait que notre pays ne ressemble plus à ce qu'il était.* »

Hubert Falco « *On est très attachés à un service public postal de haut niveau. Ses principes sont inscrits dans la charte sur l'organisation de l'offre des services publics en milieu rural que j'ai fait confirmer en 2008 dans le cadre de ma mission à l'aménagement du territoire. Ces principes clairs ne sont pas touchés. L'augmentation de capital de LA POSTE ne touche pas la mission de service public. C'est un sujet que je connais très bien.* »

RESEAUX

« *Présentation du rapport annuel sur le prix de l'eau et la qualité du service de l'eau et de l'assainissement exercice 2008* »

Lorenzo Matéos : « *C'est un rapport annuel et c'est un rapport très important. Il aurait été opportun qu'il fasse état du prix de l'eau. Le prix de l'eau en 2008 est en augmentation de 4%. Il est prévu dans le rapport que le prix de l'eau augmentera encore de 4% en 2009. Le prix de l'eau pèse de plus en plus lourdement sur le budget des ménages. Nous sommes attachés à un service public de l'eau parce qu'elle est essentielle à nos populations. Cet élément essentiel à la vie doit être détaché du business. Toulon fait partie du peloton de tête des villes où l'eau est la plus chère. Le contrat d'affermage signé en 1989, pour 30 ans, court jusqu'en 2019. Sans attendre son terme il serait opportun d'envisager de négocier à la baisse le prix de l'eau. Cela s'est fait ailleurs.* »

Hubert Falco « *Si Dieu me prête vie, je serai encore là en 2019. On n'est pas dans le classement le plus haut, on est dans le peloton moyen. Je ne vais pas ouvrir les débats. Je n'ai pas de leçon de gestion à recevoir de personne. On fait du développement durable. Excusez-moi. Le développement durable ce n'est pas une mode, c'est un comportement.* »